

Déclaration de Georges Pompidou (Paris, 21 mai 1971)

Légende: Le 21 mai 1971, à l'occasion de la visite à Paris de Edward Heath, Premier ministre britannique, le président français Georges Pompidou souligne l'importance d'une future adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: POMPIDOU, Georges. Entretiens et discours. Volume II: 1968-1974. Paris: Plon, 1975. 321 p. p. 124-126.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_georges_pompidou_paris_21_mai_1971-fr-667a8476-fc33-4321-8c28-d6f175e823dc.html

Date de dernière mise à jour: 17/10/2014

Déclaration de Georges Pompidou (Paris, 21 mai 1971)

Mesdames et messieurs, je veux tout d'abord saluer la présence à Paris du Premier ministre britannique. Cette rencontre avait été souhaitée par tous nos partenaires de la Communauté économique qui n'avaient pas manqué de nous le faire savoir. Elle répondait d'ailleurs, je crois aussi le savoir, au désir du gouvernement britannique et c'est de grand cœur et avec grand plaisir que j'ai invité le Premier ministre britannique à venir.

Durant deux jours vous avez beaucoup patienté et nous avons beaucoup travaillé. Nous avons eu près de douze heures d'entretiens. C'est vous dire que tous les sujets ont été abordés et qu'ils ont tous été traités en profondeur.

Le but de ces entretiens n'est pas et ne pouvait pas être de résoudre les questions qui sont en discussion à Bruxelles. Depuis le début des négociations sur l'adhésion britannique, comme sur l'adhésion des autres candidats, la France a soutenu que c'était la Communauté qui négociait, que, par conséquent, la Communauté devait d'abord se mettre d'accord sur les propositions qu'elle faisait aux négociateurs britanniques.

C'est pourquoi nous n'avons pas réglé ces problèmes que nous n'étions pas qualifiés pour régler. Vous ne me croiriez pas si je vous disais que nous n'en avons pas parlé. Nous avons confronté nos points de vue, nous avons surtout essayé de comprendre mutuellement les raisons profondes économiques ou politiques qu'avait chacun des deux Gouvernements pour déterminer sa position. Comme vous le verrez par le texte qui va vous être distribué, ces questions ont été mentionnées pour l'essentiel dans le communiqué. Tout ce que je puis vous dire c'est qu'il serait, à l'heure actuelle, déraisonnable de penser qu'on ne parviendra pas à un accord entre la Grande-Bretagne et la Communauté au cours des négociations du mois de juin prochain et qu'en tout cas l'esprit de vos conversations d'aujourd'hui et d'hier me permet de penser que ces négociations devraient aboutir. N'en concluez pas cependant que M. Schumann et ses collègues de la Communauté ainsi que M. Rippon n'auront pas encore de longs moments à discuter. Ils en ont l'habitude et, vu de Paris, j'ai l'impression qu'ils aiment cela.

L'essentiel de nos conversations était sur la conception générale de l'Europe, sur son organisation, sur son fonctionnement, sur ses perspectives et cela dans le cadre de tous les grands problèmes qui se posent dans le monde entre les pays européens et les autres et à l'intérieur de ces pays européens.

Sur un certain nombre de ces grands problèmes, nous avons constaté que nos points de vue étaient analogues et même identiques. Sur d'autres, nous avons pu également constater que si certaines divergences pouvaient subsister, elles ne faisaient aucunement obstacle à une coopération, l'identité de nos vues sur le but à atteindre étant complète.

Je crois pouvoir dire que nous avons eu conscience, le Premier Britannique et moi-même, qu'il s'agissait là d'un moment important dans l'histoire de nos deux nations et dans l'histoire des pays d'Europe occidentale. Nos entretiens par leur longueur même témoignent que nous avons voulu aller jusqu'au fond des choses. Commencés et poursuivis d'un bout à l'autre dans la plus grande franchise, et dans la plus grande liberté, ils se terminent dans la confiance. Cette confiance c'est celle, ce doit être celle que se font deux peuples, et que se font leurs partenaires actuels et futurs au sein de la Communauté pour construire une Europe, composée de nations soucieuses de maintenir leur identité mais décidées à travailler ensemble pour atteindre une unité véritable, d'abord dans le domaine économique et progressivement dans tous les autres, y compris, bien entendu, dans le domaine politique.

Beaucoup de gens croyaient que la Grande-Bretagne n'était pas, ne voulait pas devenir européenne et qu'elle ne souhaitait entrer dans la Communauté que pour la détruire, ou pour la détourner de ses fins. Beaucoup aussi croyaient que la France était prête à utiliser tous les prétextes pour mettre finalement un nouveau veto à l'entrée de la Grande-Bretagne.

Eh bien, mesdames et messieurs, vous voyez devant vous, ce soir, deux hommes qui sont convaincus du

contraire.